

PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier n° 93 B 29 00038 A

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2013-3352 du 12 décembre 2013
relatif à l'exploitation d'une station de transit de déchets
par la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93)
sise 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement livre I^{er}, titre VII relatif aux contrôles administratifs et mesures de police administrative et livre V, titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement notamment les articles L.171-7, L. 171-8-I, L. 512-1, R. 512-2 et suivants ;

Vu l'arrêté du préfet de la Seine-Saint-Denis du 24 décembre 1980 portant règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-2246 du 30 juillet 2013 demandant l'évacuation, dans un délai n'excédant pas 1 mois (délai échu depuis le 3 septembre 2013), des déchets présents dans l'installation de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) sise 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois, vers des filières dûment autorisées à recevoir ce type de déchets ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 31 octobre 2013, faisant suite à sa visite inopinée du 9 octobre 2013, constatant le non-respect de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2013 susvisé et de l'article 88 du règlement sanitaire départemental et proposant de mettre en demeure la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) d'évacuer ses déchets vers des filières dûment autorisées à recevoir ce type de déchets dans un délai d'un mois et de cesser les brûlage à l'air libre dans un délai de deux jours ;

Considérant que le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 31 octobre 2013 a été transmis à la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) le 8 novembre 2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

1/3

Considérant que le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 31 octobre 2013 constate que M. Roger KAKOU, dirigeant des installations de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) sises dans la commune des Pavillons-sous-Bois est également le gérant de la SCI DU 14 JUILLET qui est propriétaire du site ;

Considérant que M. Roger KAKOU, agissant en qualité de gérant de la SCI DU 14 JUILLET, ayant son siège social 3, rue Troyon à Paris (75017), a fait valoir, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, ses observations par courrier en date du 21 novembre 2013 déclarant faire suite au rapport d'inspection du 31 octobre 2013 susvisé ;

Considérant qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ont bien été prises ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93), dont le siège social est situé au 1, avenue Marx Dormoy à Bondy (93140), est mise en demeure de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-2246 du 30 juillet 2013 en évacuant ses déchets vers des filières dûment autorisées à recevoir ce type de déchets **dans un délai d'un mois** et de cesser le brûlage de déchets à l'air libre, proscrit par l'article 88 du règlement sanitaire départemental, **dans un délai ne dépassant pas 2 jours**.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié au siège de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93), 1, avenue Marx Dormoy à Bondy (93140), par lettre recommandée avec avis de réception.

Il sera également notifié au domicile du gérant par les services de la circonscription de sécurité de proximité territorialement compétente.

Article 3 : En cas d'inobservation, par l'exploitant, des dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues au livre I^{er} (titre VII) du code précité, relatif aux contrôles administratifs et mesures de police administrative.

Article 4 : Une copie du présent arrêté sera adressée à la mairie des Pavillons-sous-Bois et pourra y être consultée.

Article 5 : Voies et délais de recours (article R. 514-3-1 du code précité) :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit arrêté a été notifié ;

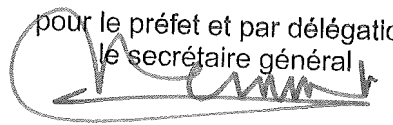
2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet, secrétaire générale adjointe, chargée de l'arrondissement chef-lieu, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, le directeur territorial de la sécurité de proximité de la Seine-Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Hugues BESANCENOT